



**PRÉFET  
DE LA CORRÈZE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**PRÉFÈTE  
DU LOT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral interdépartemental instituant une réglementation de  
la pêche sur le tronçon de la Dordogne déterminant la limite  
départementale entre les départements de la Corrèze et du Lot sur les  
communes d'Astaillac (19), de Liourdres (19),  
de Gagnac-sur-Cère (46) et de Girac (46)**

Le préfet de la Corrèze,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

La préfète du Lot,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment l'article R.436-37 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 portant création des directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n° IOMA2221237D du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Étienne DESPLANQUES, en qualité de préfet de la Corrèze ;

Vu le décret n° IOMA2319683D du 13 juillet 2023 portant nomination de Mme Claire RAULIN, en qualité de préfète du Lot ;

Vu l'arrêté réglementaire permanent sur la pêche fluviale dans le département de la Corrèze ;

Vu l'arrêté relatif à la pêche de loisir dans le département du Lot ;

Vu l'avis réputé favorable du président de la fédération de la Corrèze pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

Vu l'avis du président de la fédération du Lot pour la pêche et la protection du milieu aquatique en date du 2 novembre 2023 ;

Vu l'avis réputé favorable du chef du service départemental de la Corrèze de l'office français de la biodiversité ;

Vu l'avis du chef du service départemental du Lot de l'office français de la biodiversité en date du 13 novembre 2023 ;

Vu les consultations du public effectuées du 13 octobre 2023 au 2 novembre 2023 inclus sur le site internet des services de l'État en Corrèze et du 24 octobre 2023 au 14 novembre 2023 inclus sur le site internet des services de l'État en Lot ;

Vu le rapport de synthèse établi dans le cadre de la procédure de consultation du public effectuée sur le site Internet de la Préfecture du Lot du 24 octobre 2023 au 14 novembre 2023 inclus conformément à la loi n°2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement ;

Considérant que le tronçon de la Dordogne, ayant pour limite amont la limite amont de la parcelle AB8 sur la commune de Gagnac-sur-Cère en rive gauche et la limite amont de la parcelle OB496 sur la commune d'Astailac en rive droite et pour limite aval le pont de Mols reliant les communes de Girac et Puybrun, est loué par une AAPPMA corrézienne ;

Sur proposition des secrétaires généraux du Lot et de la Dordogne ;

## **ARRÊTENT**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Sur le tronçon de la Dordogne ayant :

- pour limite amont : la limite amont de la parcelle AB8 sur la commune de Gagnac-sur-Cère en rive gauche et la limite amont de la parcelle OB496 sur la commune d'Astailac en rive droite ;
  - pour limite aval : le pont de Mols reliant les communes de Girac et de Puybrun ;
- la réglementation de la pêche est régie par l'arrêté réglementaire permanent de la Corrèze.

Deux cartes sont annexées au présent arrêté.

### **Article 2 :**

Les réserves de pêche au sens des articles R.436-69 et suivants du code de l'environnement sont définies sur ce tronçon par les arrêtés réglementaires permanents sur la pêche fluviale dans les départements de la Corrèze et du Lot.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 et ce jusqu'au renouvellement des baux de pêche consentis par EPIDOR sur le domaine public fluvial de la Dordogne.

### **Article 4 :**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Corrèze et du Lot.

### **Article 5 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification/publication, d'un recours gracieux auprès du préfet de la Corrèze et de la préfète du Lot ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges ou de Toulouse. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :**

- Les secrétaires généraux des préfectures de la Corrèze et du Lot ;
- les directeurs départementaux des territoires de la Corrèze et du Lot ;
- le président de l'établissement public territorial du bassin de la Dordogne (EPIDOR) ;
- les maires d'Astaillac (19), de Gagnac-sur-Cère (46), de Girac (46) et de Liourdres (19) ;
- les commandants des groupements de gendarmerie de la Corrèze et du Lot ;
- les chefs des services départementaux de la Corrèze et du Lot de l'office français de la biodiversité ;
- les gardes particuliers assermentés ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

À Tulle, le 29 NOV. 2023

Le préfet de la Corrèze,

  
Étienne DESPLANQUES

À Cahors, le 12 DEC. 2023

La préfète du Lot,

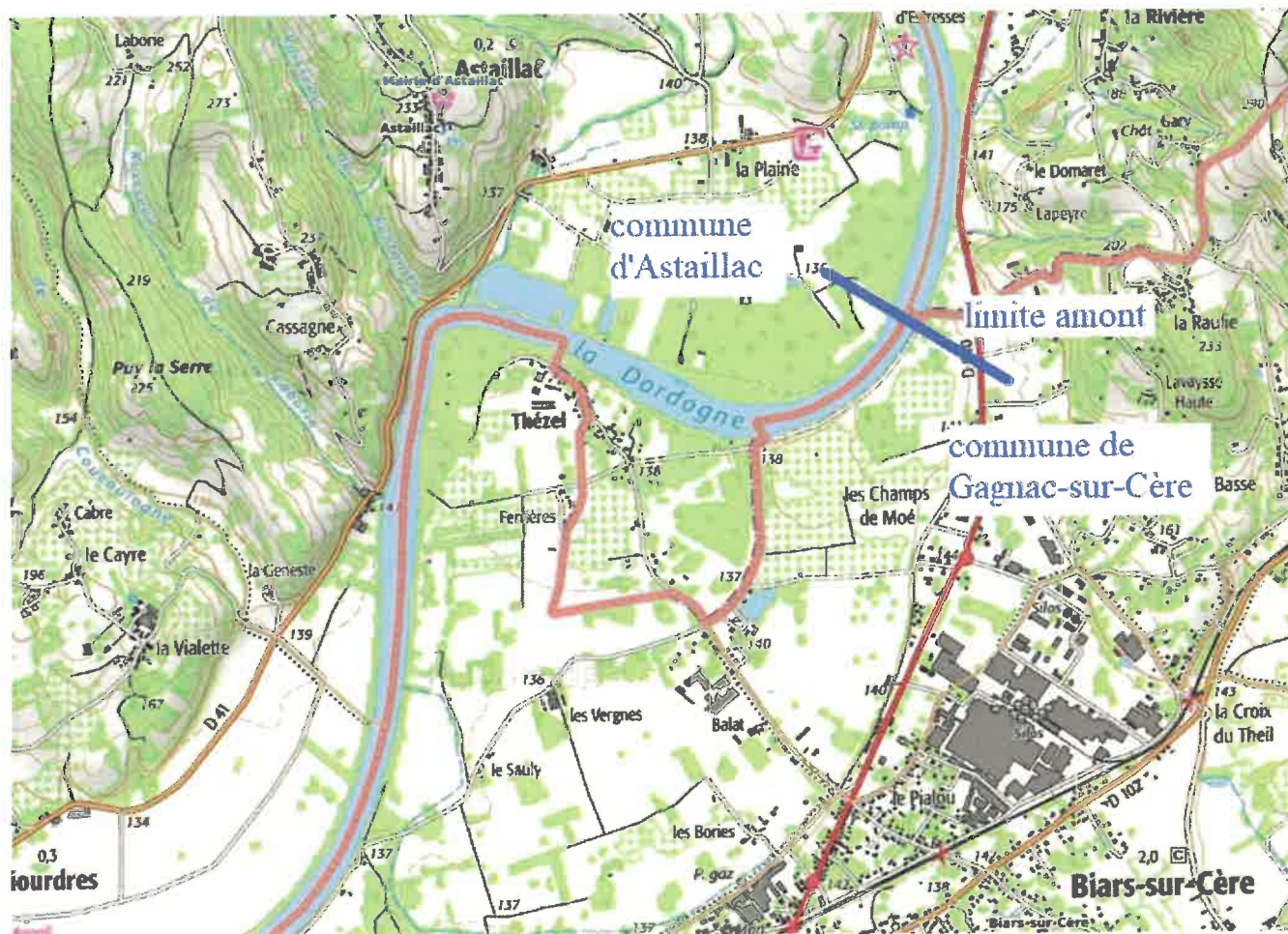
  
La préfète

Claire RAULIN

Ampliation sera adressée :

- au président de la Fédération de la Corrèze pour la pêche et la protection des milieux aquatiques,
- au président de la Fédération du Lot pour la pêche et la protection des milieux aquatiques,
- au chef du service départemental de la Corrèze de l'office français de la biodiversité,
- au chef du service départemental du Lot de l'office français de la biodiversité,
- aux maires des communes d'Astaillac, de Gagnac-sur-Cère, de Girac et de Liourdres

## Annexe : carte de la limite amont





## Annexe : carte de la limite aval

